

Kovm-12/2026-

La traduction comprend 5 pages

N° de cert. : 121/26

Date : le 2 octobre 2026

Noms : Acte d'accusation, Houydefa, Laidouni

*La traduction assermentée
du croate vers le français*



/armoiries de la République de Croatie/
RÉPUBLIQUE DE CROATIE
PROCUREUR MUNICIPAL DE GOSPIĆ
Gospić, Trg Alojzija Stepinca 3

Numéro : KOmp-DO-6/2026
A Gospić, le 24 avril 2026
DO/AL

TRIBUNAL MUNICIPAL DE GOSPIĆ
G O S P I Ć

Conformément à l'article 38, alinéa 2, point 6 et à l'article 341 en liaison avec l'article 342 du Code de procédure pénale (Journal officiel numéros 152/08, 76/09, 80/11, 121/11, 91/12, 152/14 – Arrêt de la Cour constitutionnelle de la République de Croatie, 143/12, 56/13, 145/13, 152/14, 70/17, 118/18, 126/19, 130/20, 80/22, 36/24, 72/25 i 13/26 – ci-après : le CPP), je dépose

L'ACTE D'ACCUSATION

contre :

1. le premier prévenu Bensonmane Aeoubaker Houdeyfa, fils de Kader et Noria Bensonmane, née Bouaras, né le 31 octobre 2005 à Firminy, France, demeurant en France, Le Chambone-Feugerolles Alle Des Cèdres 37, de nationalité française, livreur, salarié, titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire, célibataire, sans enfant, sans grade militaire, non décoré, de situation financière moyenne, antécédents judiciaires inconnus, se trouvant en liberté,

et

2. le deuxième prévenu Brahim Laidouni, fils d'Abdelhamid et Nora Laidouni, né le 8 février 2001 à Saint-Étienne, France, demeurant en France, Le Chambone-Feugerolles, rue Maurice Ravel 4, de nationalité française, soudeur, salarié, titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire, célibataire, sans enfant, sans grade militaire, non décoré, de situation financière moyenne, antécédents judiciaires inconnus, se trouvant en liberté,

que :

le 2 décembre 2025 vers 22h20 dans la ville de Grab, commune de Gračac, agissant de concert et en accord préalable avec des personnes inconnues, dans le but de tirer profit matériel du transport illégal de ressortissants étrangers à travers la République de Croatie puis vers d'autres États de l'Union européenne, moyennant une rémunération convenue à l'avance dont le montant exact n'a pas pu être déterminé, ils ont, en un lieu non déterminé situé à proximité de la frontière nationale avec la Bosnie-Herzégovine, pris en charge vingt-quatre ressortissants syriens et égyptiens à bord d'un véhicule utilitaire de marque Maxus, modèle Deliver 9, immatriculé en Allemagne sous le numéro MKC1778, conduit par le premier prévenu, tandis que le second prévenu occupait la place du passager. Ces ressortissants avaient auparavant franchi illégalement, en dehors d'un point de passage frontalier, la frontière entre la Bosnie-Herzégovine et la République de Croatie. Les prévenus les ont installés dans l'espace de chargement du véhicule, qui n'est pas destiné au transport de personnes, dépourvu de sièges, de système de ventilation et de ceintures de sécurité, et dont l'espace était insuffisant pour accueillir un aussi grand nombre de personnes, ce qui est contraire à l'article 3, paragraphe 1, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Conscients du fait qu'ils mettaient ainsi en danger la santé et la vie de ces personnes et portaient atteinte à leur dignité, ils les ont transportées vers un lieu indéterminé jusqu'à ce qu'ils soient interpellés par des agents de police.

Par conséquent, par intérêt personnel, ils ont permis à d'autres personnes de circuler illégalement en République de Croatie. En commettant cette infraction, ils ont mis en danger la vie et l'intégrité physique de personnes en situation irrégulière en République de Croatie et les ont soumises à des traitements inhumains et humiliants.

Par ces faits, le premier et le deuxième prévenus ont commis une infraction contre l'ordre public – entrée, circulation et séjour illégaux en République de Croatie, autre État membre de l'Union européenne ou signataire de l'accord de Schengen – visée à l'article 326, paragraphes 1 et 2, du Code pénal (Journal officiel numéros 125/11, 144/12, 56/15, 61/15, 101/17, 118/18 et 126/19, 84/21, 114/22, 114/23, 36/24 et 136/25 (ci-après le CP/11), et punissables en vertu de l'article 326, paragraphe 2, du CP/11.

Éléments de preuve sur lesquels repose l'acte d'accusation :

1. Rapport du poste de police des frontières de Gračac (feuille 4 du dossier),
2. Procès-verbal de la descente sur les lieux du poste de police des frontières de Gračac (feuilles 5 et 6 du dossier),
3. Rapport technique et criminalistique du poste de police des frontières de Gračac (feuille 7 du dossier),
4. Certificats de saisie temporaire des objets portant les numéros de série 00213783, 00213784 et 00213785, accompagnés des procès-verbaux correspondants (feuilles 8 à 18 du dossier),
5. Rapport d'interrogatoire du premier prévenu, Benosmane Aboubaker Houdeyfa, au poste de police des frontières de Gračac, avec un enregistrement (feuilles 20 à 26 du dossier),
6. Rapport d'interrogatoire du deuxième prévenu, Brahim Laidouni, au poste de police des frontières de police de Gračac, avec un enregistrement (pages 29 à 35 du dossier) ;
7. Procès-verbal de la perquisition du téléphone portable du premier prévenu, effectuée par le poste de police des frontières de Gračac, avec le DVD correspondant (pages 42 à 48 du dossier) ;
8. Procès-verbal de la perquisition du téléphone portable du deuxième prévenu, effectuée par le poste de police des frontières de Gračac, avec le DVD correspondant (pages 53 à 58 et 48 du dossier) ;

que :

le 2 décembre 2025 vers 22h20 dans la ville de Grab, commune de Gračac, agissant de concert et en accord préalable avec des personnes inconnues, dans le but de tirer profit matériel du transport illégal de ressortissants étrangers à travers la République de Croatie puis vers d'autres États de l'Union européenne, moyennant une rémunération convenue à l'avance dont le montant exact n'a pas pu être déterminé, ils ont, en un lieu non déterminé situé à proximité de la frontière nationale avec la Bosnie-Herzégovine, pris en charge vingt-quatre ressortissants syriens et égyptiens à bord d'un véhicule utilitaire de marque Maxus, modèle Deliver 9, immatriculé en Allemagne sous le numéro MKC1778, conduit par le premier prévenu, tandis que le second prévenu occupait la place du passager. Ces ressortissants avaient auparavant franchi illégalement, en dehors d'un point de passage frontalier, la frontière entre la Bosnie-Herzégovine et la République de Croatie. Les prévenus les ont installés dans l'espace de chargement du véhicule, qui n'est pas destiné au transport de personnes, dépourvu de sièges, de système de ventilation et de ceintures de sécurité, et dont l'espace était insuffisant pour accueillir un aussi grand nombre de personnes, ce qui est contraire à l'article 3, paragraphe 1, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Conscients du fait qu'ils mettaient ainsi en danger la santé et la vie de ces personnes et portaient atteinte à leur dignité, ils les ont transportées vers un lieu indéterminé jusqu'à ce qu'ils soient interpellés par des agents de police.

Par conséquent, par intérêt personnel, ils ont permis à d'autres personnes de circuler illégalement en République de Croatie. En commettant cette infraction, ils ont mis en danger la vie et l'intégrité physique de personnes en situation irrégulière en République de Croatie et les ont soumises à des traitements inhumains et humiliants.

Par ces faits, le premier et le deuxième prévenus ont commis une infraction contre l'ordre public – entrée, circulation et séjour illégaux en République de Croatie, autre État membre de l'Union européenne ou signataire de l'accord de Schengen – visée à l'article 326, paragraphes 1 et 2, du Code pénal (Journal officiel numéros 125/11, 144/12, 56/15, 61/15, 101/17, 118/18 et 126/19, 84/21, 114/22, 114/23, 36/24 et 136/25 (ci-après le CP/11), et punissables en vertu de l'article 326, paragraphe 2, du CP/11.

Éléments de preuve sur lesquels repose l'acte d'accusation :

1. Rapport du poste de police des frontières de Gračac (feuille 4 du dossier),
2. Procès-verbal de la descente sur les lieux du poste de police des frontières de Gračac (feuilles 5 et 6 du dossier),
3. Rapport technique et criminalistique du poste de police des frontières de Gračac (feuille 7 du dossier),
4. Certificats de saisie temporaire des objets portant les numéros de série 00213783, 00213784 et 00213785, accompagnés des procès-verbaux correspondants (feuilles 8 à 18 du dossier),
5. Rapport d'interrogatoire du premier prévenu, Benosmane Aboubaker Houdeyfa, au poste de police des frontières de Gračac, avec un enregistrement (feuilles 20 à 26 du dossier),
6. Rapport d'interrogatoire du deuxième prévenu, Brahim Laidouni, au poste de police des frontières de police de Gračac, avec un enregistrement (pages 29 à 35 du dossier) ;
7. Procès-verbal de la perquisition du téléphone portable du premier prévenu, effectuée par le poste de police des frontières de Gračac, avec le DVD correspondant (pages 42 à 48 du dossier) ;
8. Procès-verbal de la perquisition du téléphone portable du deuxième prévenu, effectuée par le poste de police des frontières de Gračac, avec le DVD correspondant (pages 53 à 58 et 48 du dossier) ;

Motivation

Le poste de police des frontières de Gračac, direction de police de Zadar, a transmis au parquet une dénonciation pénale numéro 511-18-11/3-K-34/25 contre le premier prévenu, Benosmane Aboubaker Houdeyfa, et le deuxième prévenu, Brahim Laidouni, pour l'infraction pénale décrite en fait et en droit dans le dispositif de l'acte d'accusation, que les soupçons raisonnables que les premier et deuxième prévenus aient commis l'infraction qui leur est imputée découlent des éléments de preuve sur lesquels repose l'acte d'accusation.

Lors de l'exécution de l'acte d'enquête du premier interrogatoire, au poste de police des frontières de Gračac, et sur ordre du parquet municipal de Gospić, le premier prévenu, Benosmane Aboubaker Houdeyfa, a déclaré qu'il ne se souvenait pas très bien de ce qui s'était passé lorsqu'il avait quitté la France pour se rendre en Croatie ni de l'objectif de ce voyage. Il a indiqué être venu avec le second prévenu, qui est son ami, et qu'ils avaient une certaine intention, mais qu'il ne pouvait plus se rappeler laquelle, tout lui paraissant confus. Il a ajouté qu'il s'était agi d'un voyage terrible. Le véhicule avait été loué en Allemagne à son nom et c'est lui qui avait payé la location, mais il ne savait plus ce qu'ils avaient voulu faire, tout lui paraissant flou. En réponse à des questions particulières, le premier prévenu a déclaré qu'il ne se souvenait pas de la manière dont les personnes s'étaient retrouvées dans l'espace de chargement du véhicule qu'il conduisait, tout lui paraissant confus. Il a affirmé ne pas savoir pourquoi ils étaient venus en République de Croatie. Il a également déclaré que l'endroit où il avait été interpellé par la police avait été trouvé au moyen du GPS et, à la question de savoir pourquoi le GPS lui avait précisément indiqué cette destination, il a répondu qu'il n'en avait aucune idée.

Lors de l'exécution de l'acte d'enquête du premier interrogatoire, au poste de police des frontières de Gračac, sur ordre du parquet municipal de Gospić, le deuxième prévenu, Brahim Laidouni, a déclaré que lui et le premier prévenu étaient venus en République de Croatie pour une excursion d'une journée à Knin. Ils étaient venus de France en Allemagne où ils avaient loué une voiture. Comme il n'y avait pas de voitures particulières disponibles, ils avaient loué un camion. Le premier prévenu avait loué ce camion et c'est ainsi qu'ils étaient arrivés à Knin dans l'après-midi. Après s'y être reposés, ils avaient repris la route. Pendant le trajet, il s'était endormi et, à son réveil, avait aperçu des policiers et des migrants dans le camion. Il ignorait comment les migrants s'étaient retrouvés à bord, car il était passager et dormait.

Le rapport du poste de police des frontières de Gračac indique que le 2 décembre 2025, vers 22h30, à proximité de l'embranchement menant à Velika Popina, des agents de police ont repéré un véhicule utilitaire de marque Maxus Deliver 9, de plaque d'immatriculation allemande MKC1778 visiblement surchargé. Ils ont tenté de l'arrêter à l'aide de signaux lumineux et sonores, mais le véhicule ne s'est arrêté que vers 22h40 à l'arrivée d'un autre véhicule de police, qui a également utilisé des signaux lumineux et sonores afin de procéder à son interception. Les policiers ont alors trouvé le premier prévenu au volant et le second sur le siège passager. Dans l'espace de chargement du véhicule, ils ont découvert 24 adultes dépourvus des documents valables requis pour entrer et séjourner en République de Croatie, ce qui fonde un soupçon raisonnable qu'elles étaient entrées illégalement sur le territoire de la République de Croatie.

Il ressort du procès-verbal de la descente sur les lieux ainsi que du rapport technique et criminalistique du poste de police des frontières de Gračac qu'un véhicule utilitaire de marque Maxus, modèle Deliver 9, de plaque d'immatriculation allemande MKC1778,

conduit par le premier prévenu, tandis que le second prévenu occupait la place du passager avant, et qu'ils transportaient 24 ressortissants de Syrie et d'Égypte.

Les certificats de saisie provisoire des objets portant les numéros de série 00213783, 00213784 et 00213785, ainsi que les procès-verbaux y afférents, révèlent qu'un fourgon utilitaire de marque Maxus, modèle Deliver 9, de plaque d'immatriculation allemande MKC1778, avec son certificat d'immatriculation et sa clé, ainsi qu'un téléphone portable de marque Samsung, modèle Galaxy A13, avec sa carte SIM, ont été saisis chez le premier prévenu, tandis qu'un iPhone modèle 13 a été saisi chez le second prévenu.

En vertu d'une ordonnance du juge d'instruction du tribunal de comté de Karlovac, une perquisition a été effectuée sur les appareils mobiles susmentionnés. Cette perquisition a permis de constater qu'ils contenaient des échanges via l'application WhatsApp entre le prévenu et l'organisateur du transport, relatifs aux déplacements de plusieurs personnes durant le voyage. Le contenu de ces échanges révèle qu'une personne donne des instructions aux autres concernant l'itinéraire, les heures de départ et d'arrivée, et exige d'elles qu'elles partagent en permanence leur localisation afin d'assurer un suivi en temps réel. De plus, les échanges indiquent que les participants doivent être joignables en permanence par téléphone portable, l'un conduisant le véhicule tandis que l'autre surveille la situation et signale tout événement sur place, notamment la présence de la police. Des instructions sont également données sur la conduite à adopter en cas de contrôle de police, notamment la suppression des messages échangés et la fourniture d'explications précises aux policiers. La conversation contient également des instructions concernant l'arrivée à un lieu donné et la prise en charge de personnes. Les échanges indiquent en outre un transfert de fonds entre les participants, y compris des confirmations de paiement effectués par l'intermédiaire de PayPal. Par ailleurs, une vidéo a été trouvée sur le portable montrant l'installation de migrants en situation irrégulière dans l'espace de chargement du véhicule.

Suite à ce qui précède, bien que les prévenus contestent les faits qui leur sont imputés en affirmant qu'ils étaient venus en République de Croatie à des fins touristiques et qu'ils ignorent comment les vingt-quatre personnes se sont retrouvées dans l'espace de chargement du véhicule conduit par le premier prévenu, il ressort, contrairement à leur défense, du contenu du procès-verbal de descente sur les lieux, du rapport technique et criminalistique, des procès-verbaux de saisie temporaire d'objets et de leurs procès-verbaux, ainsi que des résultats de la perquisition des téléphones portables, que les prévenus étaient en contact avec l'organisateur du transport au moyen de leurs téléphones, recevaient des instructions relatives à leurs déplacements, aux heures de départ et d'arrivée, et partageaient continuellement leur localisation. Les mêmes échanges démontrent que des instructions étaient données concernant le comportement à adopter en cas de contrôle policier, notamment la suppression des communications et la fourniture d'explications particulières aux agents de police. Il apparaît également que l'un des participants était chargé, pendant le trajet, de surveiller la situation au moyen de son téléphone portable et de signaler tout événement susceptible de se produire sur le terrain, y compris la présence de la police. Les communications révèlent en outre l'existence de transferts d'argent entre les participants, notamment par l'intermédiaire de PayPal, ainsi que le paiement de frais liés au voyage. Enfin, un enregistrement vidéo retrouvé sur l'un des téléphones montre clairement l'installation de migrants en situation irrégulière dans l'espace de chargement du véhicule.

Il ressort donc de ce qui précède que les prévenus, de concert et d'un commun accord, dans le but d'obtenir un avantage matériel illicite, ont permis à des migrants illégaux de circuler illégalement en République de Croatie, en transportant 24 personnes dans l'espace de chargement d'un véhicule non destiné au transport de personnes, dépourvu de sièges et de ceintures de sécurité, sans fenêtres ni ventilation,

de sorte qu'une quantité d'air suffisante n'était pas assurée et que ce transport ne pouvait être effectué en toute sécurité. Il en découle l'existence d'un soupçon raisonnable suffisamment étayé que les prévenus ont, par leurs agissements, rempli tous les éléments constitutifs de l'infraction pénale visée à l'article 326, paragraphe 2, lu en combinaison avec le paragraphe 1, du Code pénal/11, de sorte que le dépôt du présent acte d'accusation apparaît justifié et légalement fondé.

PROCUREURE ADJOINTE DU PARQUET MUNICIPAL
CHARGÉE DES AFFAIRES DE MINEURS
Đurđica Ojurović

Pièce jointe : le dossier

Signature électronique : 24/04/2026 13 :17:45 /code QR/
Vérification : <https://epotpis.rdd.hr/provera>
Numéro d'enregistrement : fcb1078c-45ee-4579-956b-354911af646
Procureur municipal de Gospić

5

Je, soussignée Nives CURIĆ, traductrice assermentée pour les langues française et italienne, reconduite dans ma fonction par décision du ministère de la Justice, de l'Administration et de la Transformation numérique, classe : UP/I-710-02/25-01/97, numéro de protocole : 514-03-04-03/02-25-05 du 4 avril 2025, certifie que la traduction qui précède est conforme à l'original rédigé en langue croate, numéro de certification 121/2026.

Fait à Zagreb le 2 octobre 2026.





REPUBLIKA HRVATSKA
OPĆINSKO DRŽAVNO ODVJETNIŠTVO U GOSPIĆU
Gospić, Trg Alojzija Stepinca 3

Broj: KOmp-DO-6/2026
Gospić, 24. travnja 2026.
ĐO/AL

OPĆINSKI SUD U GOSPIĆU

G O S P I Ć

Na temelju članka 38. stavka 2. točke 6. i članka 341. stavka 3. u vezi članka 342. Zakona o kaznenom postupku (Narodne novine broj 152/08, 76/09, 80/11, 121/11, 91/12, 152/14 – Odluka Ustavnog suda RH, 143/12, 56/13, 145/13, 152/14, 70/17, 118/18, 126/19, 130/20, 80/22, 36/24, 72/25 i 13/26 - dalje: ZKP/08), podižem

O P T U Ź N I C U

protiv:

1. okrivljenika Bensonmane Aeoubakera Houdeyfa, sina Kadera i Norie Bensonmane, rođene Bouaras, rođenog 31. listopada 2005., u Firminy, Francuska, s prebivalištem u Francuskoj, Le Chambone-Feugerolles Alle Des Cedres 37, državljanina Francuske, dostavljača, zaposlenog, sa srednjom stručnom spremom, neoženjenog, bez djece, bez vojnog čina, neodlikovanoga, srednjeg imovnog stanja, podaci o osuđivanosti nepoznati, nalazi se na slobodi,
2. okrivljenika Brahima Laidounia, sina Abdelhamida i Nore Laidouni, rođenog 8. veljače 2001., u St. Etienne, Francuska, s prebivalištem u Francuskoj, Le Chambone-Feugerolles Rue Maurice Ravel 4, državljanina Francuske, varioca, zaposlenog, sa srednjom stručnom spremom, neoženjenog, bez djece, bez vojnog čina, neodlikovanoga, srednjeg imovnog stanja, podaci o osuđivanosti nepoznati, nalazi se na slobodi,

da su:

dana 2. prosinca 2025. oko 22:20 sati u mjestu Grab, Općina Gračac zajedno i po prethodnom dogovoru te u dogovoru sa nepoznatim osobama, u cilju da se materijalno okoriste ilegalnim prijevozom stranih državljana kroz Republiku Hrvatsku te dalje u zemlje Europske unije, za unaprijed dogovorenu novčanu naknadu u točno neutvrđenom iznosu, na točno neutvrđenoj lokaciji u blizini državne granice s Bosnom i Hercegovinom, u teretno vozilo marke Maxus, model Deliver 9 njemačkih nacionalnih oznaka MKC1778 kojim je upravljao 1. okrivljenik, dok se 2. okrivljenik u istom nalazio kao suvozač, preuzeli 24 državljana Sirije i Egipta koji su prethodno ilegalno, izvan graničnog prijelaza prešli državnu granicu između Bosne i Hercegovine i Republike Hrvatske te ih smjestili u tovarni prostor vozila koji nije namijenjen za prijevoz ljudi, bez sjedala, ventilacije i sigurnosnih pojaseva te prostorno nedovoljan za smještaj tolikog broja ljudi, a što je protivno članku 3. 1. Konvencije za zaštitu ljudskih prava i temeljnih sloboda, te svjesni da time ugrožavaju njihovo zdravlje i živote i vrijeđaju njihovo dostojanstvo, te ih prevozili prema neutvrđenoj lokaciji kada su zaustavljeni po policijskim službenicima,

dakle, iz koristoljublja omogućili drugim osobama nedozvoljeno se kretati u Republici Hrvatskoj, a pri počinjenju kaznenog djela su dovedeni u opasnost životi i tijela osoba koje su se nedozvoljeno kretale u Republici Hrvatskoj i s njima je postupano na nečovječan i ponižavajući način,

pa da su time 1. okrivljenik i 2. okrivljenik počinili kazneno djelo protiv javnog reda – protuzakonitim ulaženjem, kretanjem i boravkom u Republici Hrvatskoj, drugoj državi članici Europske unije ili potpisnici Šengenskog sporazuma, opisano po članku 326. stavku 1. i 2. Kaznenog zakona ("Narodne novine" broj 125/11, 144/12, 56/15, 61/15, 101/17, 118/18, 126/19, 84/21, 114/22 114/23, 36/24 i 136/25 – dalje KZ/11), a kažnjivo po članku 326. stavku 2. KZ/11.

Dokazi na kojima se temelji optužnica:

1. Izvješće Postaje granične policije Gračac (list 4 spisa),
2. Zapisnik o očevidu Postaje granične policije Gračac (list 5-6 spisa),
3. Kriminalističko-tehničko izvješće Postaje granične policije Gračac (list 7 spisa),
4. Potvrde o privremenom oduzimanju predmeta serijskih brojeva 00213783, 00213784, 00213785 sa pripadajućim zapisnicima (list 8-18 spisa),
5. Zapisnik o ispitivanju 1. okrivljenika Benosmanea Aboubakera Houdeyfe u Postaji granične policije Gračac sa snimkom (list 20-26 spisa),
6. Zapisnik o ispitivanju 2. okrivljenika Brahima Laidounia u Postaji granične policije Gračac sa snimkom (list 29-35 spisa),
7. Zapisnik o pretrazi pokretne stvari – mobilnog telefona 1. okrivljenika Postaje granične policije Gračac sa pripadajućim DVD-om (list 42-48 spisa)
8. Zapisnik o pretrazi pokretne stvari – mobilnog telefona 2. okrivljenika Postaje granične policije Gračac sa pripadajućim DVD-om (list 53-58, 48 spisa)

O b r a z l o ž e n j e

Policijska uprava zadarska, Postaja granične policije Gračac dostavila je ovom državnom odvjetništvu kaznenu prijavu broj 511-18-11/3-K-34/25 protiv 1. okrivljenika Benosmanea Aboubakera Houdeyfe i 2. okrivljenika Brahima Laidounia zbog kaznenog djela činjenično i pravno opisnog u izreci optužnice time da osnovana sumnja da su 1. i 2. okrivljenik počinili kazneno djelo koje im se stavlja na teret proizlazi iz dokaza na kojima se temelji optužnica.

Tijekom provođenja dokazne radnje prvog ispitivanja, u Postaji granične policije Gračac, a po nalogu Općinskog državnog odvjetništva u Gospiću, 1. okrivljenik Benosmane Aboubaker Houdeyfe je iskazao da se ne sjeća najbolje što se dogodilo kada je krenuo iz Francuske u Hrvatsku i s kojom namjerom. Naveo je da je došao sa 2. okrivljenikom koji mu je prijatelj i da su imali neku namjeru ali se ne može sjetiti koju, sve mu je u magli. To je bilo užasno putovanje. Auto su unajmili u Njemačkoj, on na svoje ime i platio je najam ali ne zna što su htjeli, sve je nejasno. Na posebna pitanja 1. okrivljenik je odgovorio da se ne sjeća kako su se osobe našle u tovarnom prostoru vozila kojim je upravljao jer mu je sve u magli. Ne zna zašto su došli u Republiku Hrvatsku. Također je odgovorio da je mjesto na kojem je zatečen po policiji pronašao putem GPS-a a na pitanje zašto mu je GPS izbacio upravo tu lokaciju je odgovorio da nema pojma.

Tijekom provođenja dokazne radnje prvog ispitivanja, u Postaji granične policije Gračac po nalogu Općinskog državnog odvjetništva u Gospiću, 2. okrivljenik Brahim Laidouni je iskazao da je zajedno sa 1. okrivljenikom u Republiku Hrvatsku došao na godišnji odmor koji je trebao trajati jedan dan a proveli bi ga u Kninu. Iz Francuske su došli u Njemačku gdje su za potrebe puta unajmili automobil, a kako nije bilo osobnih auta za najam unajmili su kamion, unajmio ga je 1. okrivljenik i sa istim su stigli u Knin gdje su stigli popodne i odmorili se a onda opet krenuli na put tijekom kojega je on zaspao a kada se je probudio vidio je policiju i migrante u kamionu. Ne zna kako su se migranti našli u kamionu jer je on bio suvozač i spavao je.

Iz izvješća Postaje granične policije Gračac proizlazi da su policijski službenici dana 2. prosinca 2025. oko 22:30 sati kod skretanja za mjesto Velika Popina uočili vidno opterećeno kombi vozilo marke Maxus, modela Deliver 9, njemačkih nacionalnih oznaka MKC1778 koje su nastojali uporabom svjetlosnih i zvučnih signala zaustaviti, a koje se tek zaustavilo oko 22:40 sati po dolasku još jednog policijskog vozila, a koje je također koristilo svjetlosne i zvučne signale radi zaustavljanja kombi vozila, nakon čega su policijski službenici na mjestu vozača zatekli 1. okrivljenika, a na mjestu suvozača 2. okrivljenika dok su u tovarnom dijelu vozila zatekli 24 odrasle osobe bez pravovaljanih dokumenata potrebnih za ulazak i boravak u Republici Hrvatskoj zbog čega postoji osnovana sumnja da su nezakonito ušli na teritorij Republike Hrvatske.

Iz zapisnika o očevidu i kriminalističko-tehničkog izvješća Postaje granične policije Gračac proizlazi da je u mjestu Grab, Općina Gračac zatečeno teretno kombi vozilo marke Maxus, modela Deliver 9, njemačkih nacionalnih oznaka MKC1778 kojim

je upravljao 1. okrivljenik, dok se na mjestu suvozača nalazio 2. okrivljenik te da su prevozili 24 osobe državljane Sirije i Egipta.

Iz potvrda o privremenom oduzimanju predmeta serijskih brojeva 00213783, 00213784, 00213785 sa pripadajućim zapisnicima proizlazi da je od 1. okrivljenika oduzeto teretno kombi vozilo marke Maxus, modela Deliver 9, njemačkih nacionalnih oznaka MKC1778 sa pripadajućom prometnom dozvolom i prometnim ključem te mobilni uređaj marke „Samsung“ model „Galaxy A13“ sa pripadajućom SIM karticom, dok je od 2. okrivljenika oduzet mobilni uređaj marke „Iphone“ model „13“.

Temeljem naloga suca istrage Županijskog suda u Karlovcu na prethodno navedenim mobilnim uređajima obavljena je pretraga, kojom je utvrđeno da se u istima nalazi korespondencija putem aplikacije „WhatsApp“ između okrivljenika i organizatora prijevoza, a koja se odnosi na kretanje više osoba tijekom putovanja. Iz sadržaja komunikacije proizlazi da jedna osoba daje upute drugima o ruti, vremenu polaska i dolaska te od njih zahtijeva kontinuirano dijeljenje lokacije radi praćenja u stvarnom vremenu. Nadalje, iz komunikacije proizlazi da se od sudionika traži stalna dostupnost putem mobilnog uređaja, pri čemu jedna osoba upravlja vozilom, a druga prati situaciju i javlja eventualne okolnosti na terenu, uključujući prisutnost policije. Također se daju upute o postupanju u slučaju policijske kontrole, uključujući brisanje komunikacije i davanje određenog objašnjenja policiji, a razgovor obuhvaća i upute o dolasku na određenu lokaciju te preuzimanju osoba. Iz komunikacije nadalje proizlazi da među sudionicima postoji razmjena novčanih sredstava uključujući potvrde o plaćanju putem „PayPala“. Osim navedenog, u mobilnom uređaju pronađen je i videozapis na kojem je vidljivo kako se ilegalni migranti smještaju u tovarni prostor vozila.

Slijedom svega navedenog, premda okrivljenici negiraju počinjenje kaznenih djela koja im se stavljaju na teret navodeći da su u Republiku Hrvatsku došli turistički i da ne znaju kako su 24 osobe dospjele u tovarni dio vozila kojim je upravljao 1. okrivljenik, suprotno njihovoj obrani iz sadržaja zapisnika o očevidu, kriminalističko-tehničkog izvješća, potvrda o privremenom oduzimanju predmeta s pripadajućim zapisnicima te iz rezultata pretrage mobilnih uređaja proizlazi da su okrivljenici putem mobilnih uređaja komunicirali s organizatorom prijevoza, zaprimali upute o kretanju, vremenu polaska i dolaska te kontinuirano dijelili lokaciju. Iz iste komunikacije vidljivo je da su sudionicima davane upute o postupanju u slučaju policijske kontrole, uključujući brisanje komunikacije i davanje određenog objašnjenja policijskim službenicima. Također je vidljivo da je jedan od sudionika tijekom vožnje bio zadužen za praćenje situacije na mobilnom uređaju i javljanje eventualnih okolnosti na terenu, uključujući prisutnost policije, te je iz komunikacije vidljivo da među sudionicima postoji razmjena novčanih sredstava, uključujući putem PayPala, kao i plaćanje troškova putovanja, a u mobilnom uređaju pronađen je i videozapis na kojem je vidljivo kako se ilegalni migranti smještaju u tovarni prostor vozila.

Dakle, iz svega navedenog proizlazi da su okrivljenici, zajedno i po prethodnom dogovoru, s ciljem pribavljanja protupravne materijalne koristi, ilegalnim migrantima omogućili nedozvoljeno kretanje u Republici Hrvatskoj, pritom prevozeći 24 osobe u tovarnom prostoru vozila koji nije predviđen za prijevoz ljudi, koji nije opremljen sjedalima niti sigurnosnim pojasevima, bez prozora i ventilacije, uslijed čega nije

osigurana odgovarajuća količina zraka, a takav prijevoz nije mogao biti obavljen na siguran način, slijedom čega proizlazi potkrepljena osnovana sumnja da su okrivljenici svojim postupanjem ostvarili sva bitna obilježja kaznenog djela iz članka 326. stavka 2. uvezi stavka 1. KZ/11, zbog čega se podizanje optužnice ukazuje opravdanim i na zakonu utemeljenim.

ZAMJENICA OPĆINSKE DRŽAVNE ODVJETNICE
ZA MLADEŽ
Đurđica Ojurović

Prilog: spis



